

**MÉTROPOLE
D'AIX-MARSEILLE
PROVENCE**

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 21/11/2016

N° : 2016/15

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/26

 **Décisions**

Page 27/90

ARRÊTÉS

RECUE
21.10.16
PRÉF. 13

Arrêté n° 16/484/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.521 1-10, R.321-10 et R.321-10-1 ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2009-1090 du 4 septembre 2009 relatif à l'Agence Nationale de l'Habitat ;
- La circulaire n°2004-73 du 23 décembre 2004 relative à l'élaboration des conventions de délégation de compétence en matière d'aide au logement ;
- La délibération N°016/14 du 3 mars 2014, la Communauté d'Agglomération Etang de Berre Durance approuvant les conventions de délégation des aides à la pierre ;
- La délibération RNOV 003-919/08/CC du 19 décembre 2008, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole approuvant les conventions de délégation des aides à la pierre ;
- La convention de délégation de gestion des aides à la pierre conclue entre la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'Etat en date du 6 mai 2009 et son deuxième avenant de prorogation pour une durée de un an en date du 31 décembre 2015 ;
- La délibération N°14-0610 du 24/06/2010, de la Communauté d'Agglomération Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuvant les conventions de délégation des aides à la pierre.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la délégation des Aides à la Pierre, selon l'article R321-10-1 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale est Président de plein droit et assure notamment le fonctionnement de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté N°16/443/CM du 21 juillet 2016 est retiré

Article 2 :

La Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat est constituée ainsi qu'il suit ;

a) Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou sa représentante déléguée à l'Habitat, au Logement et à la Politique de la Ville, Mme Arlette FRUCTUS,

b) Le Préfet des Bouches-du-Rhône, Délégué de l'Agence Nationale de l'Habitat dans le département, ou son représentant,

REJOINT

c) En qualité de représentant des propriétaires :

TITULAIRE : Madame Catherine BLANC TARDY, SYNDEG

TITULAIRE : Monsieur Jean-Marie VIAL, Union Nationale de la Propriété Immobilière, UNPI 13

Suppléant : Monsieur Rolf FIGGE, Union Nationale de la Propriété Immobilière, UNPI 13

Suppléant : Monsieur Auguste LAFON, Union Nationale de la Propriété Immobilière, UNPI 13

Suppléante : Monsieur Christian DURBEC, Union Nationale de la Propriété Immobilière, UNPI 13

d) En qualité de représentants des locataires

TITULAIRE : Madame Marie BAGLIERI, Consommation Logement Cadre de vie

TITULAIRE : Monsieur Frédéric JACQUET, Confédération Nationale du Logement, CNL

Suppléant : Monsieur Bernard CASTAGNO, Confédération Syndicale des Familles

Suppléant : Monsieur Christian THERY, Confédération Nationale du logement, CNL

e) En qualité de personnes qualifiées pour ses compétences dans le domaine du logement

TITULAIRE : Monsieur Thierry MOALLIC, Agence Départementale d'Information sur le Logement des bouches du Rhône (ADIL13)

TITULAIRE : Monsieur Philippe SILVY, Agence Régionale de la Santé,

Suppléant : Madame Clelia RAVAZZA, ARS

Suppléant: Madame Aurélie CHERRY- MICHEL, Agence Départementale d'Information sur le Logement des bouches du Rhône (ADIL13)

Suppléant : Monsieur Eric DAMERIO, Fédération Nationale de l'immobilier,

Suppléant : Monsieur Didier BERTRAND, Fédération Nationale de l'immobilier,

Suppléant : Monsieur Cyril CARTAGENA, Union des syndicats de l'immobilier,

f) En qualité de personnes qualifiées pour ses compétences dans le domaine du social

TITULAIRE : Monsieur Fathi BOUAROUA, Fondation Abbé Pierre

TITULAIRE : Monsieur Jean Luc FRIEDMANN, ADAI 13

Suppléant: Madame Florence LLUCIA, Association Méditerranée pour l'insertion par le logement

Suppléant : Madame Françoise BUREAU DU COLLOMBIER, Association Méditerranée pour l'insertion par le logement

Suppléant : Madame Valérie MUTTI, ADAI 13

Suppléant : Madame Aude LEVEQUE, Fondation Abbé Pierre

g) En qualité de représentants des Associés Collecteurs de l'Union Economique Sociale du Logement

TITULAIRE : Monsieur Stéphane BONNOIS, Organisme Collecteurs de l'UESL-UNICIL

TITULAIRE : Monsieur Guilhem REYNAUD, Organisme Collecteurs du CIL Méditerranée

Suppléant : Monsieur Bernard PODEVIN, Organisme Collecteurs de l'UESL-UNICIL

Suppléant : Monsieur Christian DE BENAIZE, Organisme Collecteurs de l'UESL-UNICIL

Suppléant : Monsieur Bernard VERDALLE, Organisme Collecteurs de l'UESL-UNICIL

Sur proposition de son Président ou de tout autre membre, pourra être invitée à participer à la CLAH, en qualité d'expert, toute personne utile à la connaissance et l'avancement des projets et notamment :

RECUEIL N° 10 PRF 13

- Les Vice-présidents à l'Habitat des conseils de territoires concernés,
- Les opérateurs ayant préparé des demandes de financement sur les territoires des conseils de territoire concernés

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté

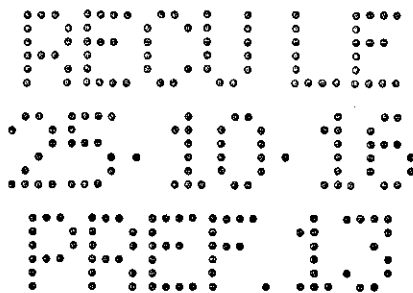
Ampliation, du présent acte, sera adressée à Monsieur le Préfet, Délégué local de l'Agence Nationale de l'Habitat dans le département.

Fait à Marseille, le



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Commerce ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, son article 2 et l'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 pour son application ;
- Le procès-verbal n°HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en date 17 mars 2016 portant élection M. Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 16/442/CM du 1^{er} août 2016 ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est substituée aux droits et obligations des EPCI fusionnés depuis le 1^{er} janvier 2016 ;
- Que le code de commerce dispose qu'en matière d'aménagement commercial, les implantations, extensions, transferts d'activités existantes et changements de secteur d'activité d'entreprises commerciales et artisanales doivent répondre aux exigences d'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement et de la qualité de l'urbanisme. Ils doivent également contribuer à la modernisation des équipements commerciaux, à leur adaptation à l'évolution des modes de consommation et des techniques de commercialisation, au confort d'achat du consommateur et à l'amélioration des conditions de travail des salariés ;
- Que pour répondre à ces objectifs, une commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) statue sur les demandes d'autorisation qui lui sont présentées ;
- Que conformément à l'article L 751-2 du code de commerce, les CDAC sont composées notamment de 7 représentants élus dont le Président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la Commune d'implantation ou son représentant ;
- Que dans le cadre des projets situés hors territoire de Marseille, le Président a fixé la liste des élus métropolitains habilités à le représenter au sein des CDAC 13, 83 et 84 ;
- Qu'il convient de compléter cette liste afin de permettre la représentation systématique de la Métropole au sein des CDAC 13, 83 et 84, pour les projets situés hors territoire de Marseille ;

RECUEIL
25.10.16
ARRÊTÉ
13.11.16

Article 1 :

L'arrêté n° 16/442/CM du 1^{er} août 2016 est abrogé.

Article 2 :

Dans le cadre des projets situés hors territoire de Marseille, sont désignés en tant que titulaires pour représenter le Président de la Métropole:

Monsieur Martial ALVAREZ
Monsieur Gilbert FERRARI
Monsieur Michel ROUX
Monsieur Frédéric GUINIERI
Monsieur Gérard CHENOZ
Monsieur Jérôme ORGEAS
Monsieur Henri PONS
Monsieur Henri CAMBESSEDES
Monsieur Didier PARAKIAN
Monsieur Claude VALLETTE
Madame Solange BIAGGI

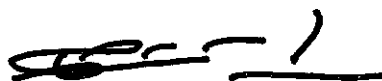
Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

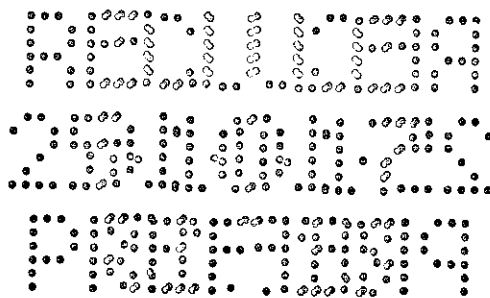
Fait à Marseille, le 20 OCT. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat



Arrêté n° 16/486/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- Le Règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 2005-01-SE du 12 janvier 2005 qui régleme les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 05 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- Le Règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement de voirie du territoire composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016.

CONSIDÉRANT

La demande de transfert d'Autorisation d'Occupation Temporaire, déposée le 9 Août 2016 par la SAS « FOOD STATION », domiciliée 123 Boulevard Voltaire - place Henri Barbusse 13821 La Penne sur Huveaune, représentée par Monsieur Rachid SAHNOUNE en tant que Président,
Né le 18 Avril 1971 à Marseille (13)

En vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :
160 Avenue des Peintre Roux 13011 Marseille
RCS Marseille n° 805 002 029
N° SIRET : 805 002 029 00017

ARRETE

Article 1 :

La SAS « FOOD STATION » représentée par Monsieur Rachid SAHNOUNE, en qualité de Président, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de (20 m²) vingt mètres carrés sur le domaine public, sis 160 Avenue des Peintre Roux 13011 Marseille, en

ANNEXE

vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glacés, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce. Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole d'Aix Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission. La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété des dites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

RECEU

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 14 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

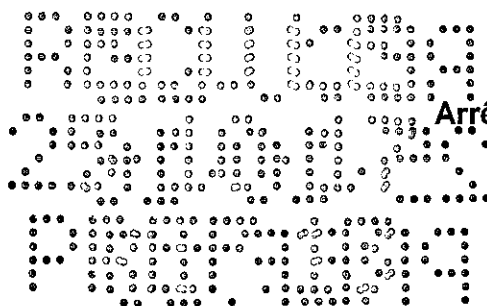
Fait à Marseille, le

24 OCT. 2016


Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat



Arrêté n° 16/487/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publique,
- Le Règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille, résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989,
- Le règlement de voirie du territoire composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- L'arrêté d'occupation du domaine public de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°11/0093/CC délivré le 20/05/2011 à Madame CONSIGLIO Caroline pour l'exploitation d'un kiosque à coquillages sis 70 Boulevard Baille 13006 à Marseille

CONSIDÉRANT

- Le non-paiement des redevances après les diverses mises en demeure restées infructueuses

ARRETE

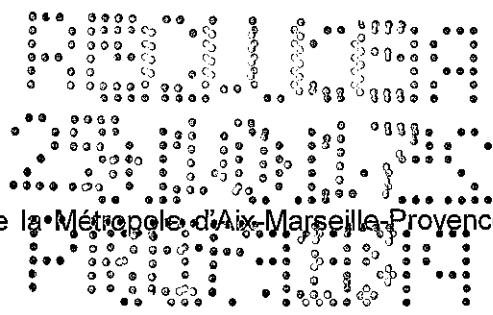
Article 1 :

L'arrêté n°11/0093/CC délivré le 20/05/2011 à Madame CONSIGLIO Caroline, pour l'occupation du domaine public en vue d'exploiter un kiosque à coquillages, sis 70 Boulevard Baille, est abrogé pour non-respect des obligations contractuelles lui incombant, à compter du 31/12/2015.

Article 2 :

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.



Article 3 :

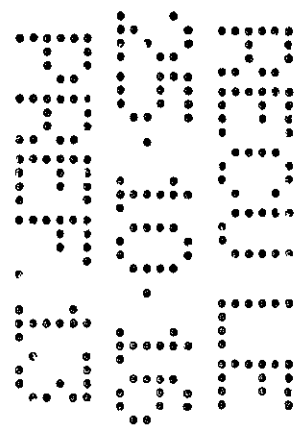
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

24 OCT. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Marchés Publics ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- L'élection de Monsieur Bernard Jacquier en qualité de 20^{ème} Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille Provence, le 17 mars 2016 ;
- L'arrêté n° 16/125/CM du 8 avril 2016 portant délégation de fonctions à Monsieur Bernard Jacquier, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le concours restreint de maîtrise d'œuvre pour la requalification du cours Lieutaud à Marseille – 1^{er} et 6^{ème} arrondissements (avis 71160110)

CONSIDÉRANT

La nécessité de désigner les personnalités qualifiées, en vue de la constitution du jury de concours ;

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés pour siéger au sein du jury de concours :

- Monsieur Antoine BEAU, Architecte, membre du Syndicat des Architectes ,
- Monsieur Patrick BARRE, Ingénieur, membre du SYNTEC,
- Monsieur Robert SICHI, Ingénieur, membre de la Fédération des Syndicats des métiers de la prestation intellectuelle du Conseil, de l'Ingénierie et du Numérique

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 03 NOV. 2016

**Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille Provence, le 17 mars 2016 ;
- La délibération n° HN 002-135/16CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant composition des commissions de travail et d'études ;
- La délibération 1347/09/CC du 11 mai 2009 relative à la création de commissions thématiques pour les ports de plaisance et notamment d'une commission consultative d'attribution ;
- La délibération POR 003-617/14/CC du 19 décembre 2014 relative à l'approbation du règlement particulier de police des ports de plaisance Métropolitains ;
- La délibération POR 002-822/15/CC du 19 février 2015 relative à l'approbation du règlement intérieur et de la composition des commissions d'attribution des autorisations d'occuper les postes à flot et à sec au sein des périmètres métropolitains ;
- L'arrêté n° 16/108/CM du 8 avril 2016 portant délégation du Président à Monsieur Patrick BORÉ, 3^{ème} Vice-Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence pour les ports et infrastructures Portuaires ;
- L'arrêté n° 15/161/CC du 10 avril 2015 désignant les membres représentant les délégataires de la Commission consultative d'attribution des postes à flot et à sec au sein des Délégations de Services Publics ;
- L'arrêté n° 16/303/CM du 27 mai 2016 désignant les membres de la Commission consultative d'attribution de postes à flot et à sec au sein des Délégations de Services Publics ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille Provence (AMP) assure la mission de gestion des Ports de Plaisance

ARRETE

Article 1: Abrogation des arrêtés

Sont abrogés les arrêtés n° 16/303/CM du 27 mai 2016 et n° 16/161/CC du 10 avril 2015 désignant les membres de la Commission consultative d'attributions de postes à flot et à sec des ports gérés en délégation de service public.

Article 2 : Membres de la Commission

La Commission consultative d'attribution des postes à flot et à sec gérés au sein des Délégations de Services Publics est composée de sept membres. Quatre membres sont désignés en qualité de représentants des délégataires, trois membres sont des élus métropolitains.

Ci-dessous désignés :

- Monsieur Patrick BORÉ
- Monsieur Claude PICCIRILLO
- Monsieur Maxime TOMMASINI

Les représentants des délégataires ci-dessous désignés :

- Monsieur Bernard FLORY Président du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) DSP 1
- Monsieur Raymond LAMBERTI Président de la Société Nautique Marseille (SNM) DSP 2
- Monsieur Christian TOMMASINI Président du Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) DSP 3
- Monsieur Gérard LARI représentant les usagers des trois délégations de services publics est désigné par les délégataires.

Métropole
d'Aix-Marseille-Provence
14.11.16
Préf. 13

Article 3 : Présidence de la Commission consultative d'attribution

- Monsieur Patrick BORÉ Vice-Président délégué aux Ports et aux infrastructures portuaires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence assurera la Présidence de la Commission ;
- Monsieur Claude PICCIRILLO Président de la Commission Métropolitaine « Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels » sera son représentant et pourra assurer la Présidence de la Commission.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

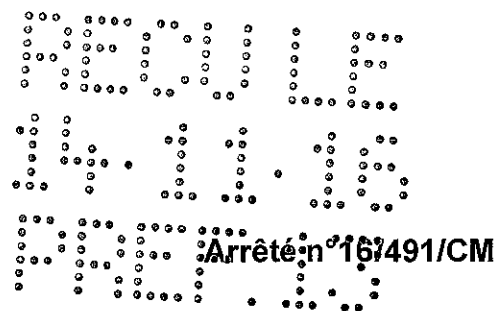
Fait à Marseille, le 14 NOV. 2016



Le Président,
Signé : Jean Claude GAUDIN

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille Provence, le 17 mars 2016 ;
- La délibération n° HN 002-135/16CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant composition des commissions de travail et d'études ;
- La délibération 1347/09/CC du 11 mai 2009 relative à la création de commissions thématiques pour les ports de plaisance et notamment d'une commission consultative d'attribution.
- La délibération POR 003-617/14/CC du 19 décembre 2014 relative à l'approbation du règlement particulier de police des ports de plaisance Métropolitains ;
- La délibération PORT 002-822/15/CC du 19 février 2015 relative à l'approbation du règlement intérieur et de la composition des commissions d'attribution des autorisations d'occuper les postes à flot et à sec au sein des périmètres métropolitains.
- L'arrêté n° 16/108/CM du 8 avril 2016 portant délégation du Président à Monsieur Patrick BORÉ, 3^{ème} Vice-Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence pour les ports et infrastructures Portuaires.
- L'arrêté n° 15/174/CC du 10 avril 2015 désignant les membres représentant les conseillers portuaires de la Commission consultative d'attribution de postes à flot et à sec des ports gérés en régie directe et au sein des sociétés nautiques
- L'arrêté n° 16/304/CM du 27 mai 2016 désignant les membres de la Commission consultative d'attribution de postes à flot et à sec des ports gérés en régie directe et au sein des sociétés nautiques.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille Provence (AMP) assure la mission de gestion des Ports de Plaisance

ARRETE

- **Article 1: Abrogation des arrêtés n°16/304/CM du 27 mai 2010 et n° 15/174/CC du 10 avril 2015**

Sont abrogés les arrêtés susmentionnés désignant les membres de la Commission consultative d'attribution de postes à flot et à sec des ports gérés en régie directe et au sein des sociétés nautiques et sont remplacés par le présent arrêté.

Article 2 : désignation des membres de la Commission

La Commission consultative d'attribution des postes à flot et à sec gérés en régie directe et au sein des sociétés nautiques est composée de 17 membres. Huit membres sont désignés en qualité de représentants des conseillers portuaires, neuf membres sont des élus métropolitains.

Sont désignés membres de la Commission consultatives d'attribution de postes à flot et à terre :

Les élus :

- Monsieur Patrick BORÉ
- Monsieur Claude PICCIRILLO
- Monsieur Jean Louis BONAN
- Madame Sabine BERNASCONI
- Monsieur Eric DIARD
- Monsieur Michel ILLAC
- Monsieur Jean MONTAGNAC
- Monsieur Yves MORAINÉ
- Monsieur Roland BLUM

Les représentants des conseillers portuaires :

PORTS

VIEUX PORT MARSEILLE
POINTE ROUGE
LA CIOTAT
PETITS PORTS MARSEILLE
SAUSSET LES PINS
CARRY LE ROUET
PETITS PORTS COTE BLEUE
FRIOUL

CONSEILLERS PORTUAIRES

Alain RAVOT
Christian RAFFY
Christophe BERENGUIER
Jean Marc CRACOLICI
Christian GOVAERE
Pierre BAUDOT
Roger COTI
Serge RAMBOT

Article 3 : Présidence de la Commission consultative d'attribution


- Monsieur Patrick BORÉ Vice-Président délégué aux Ports et aux infrastructures portuaires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence assurera la Présidence de la Commission ;
- Monsieur Claude PICCIRILLO Président de la Commission Métropolitaine « Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels » sera son représentant et pourra assurer la Présidence de la Commission.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

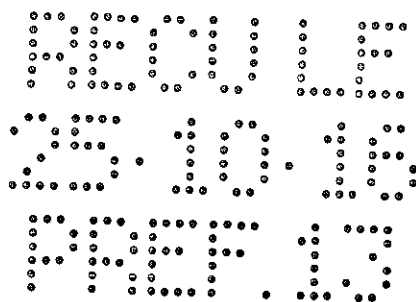
14 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat



Arrêté n° 16/493/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président ;
- Les termes de la délibération n°299/15 du 7 décembre 2015 prise par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » ;
- Le Cahier des Charges de Cession de terrains de la ZAC Euroflory Parc à Berre L'Etang ;
- L'avenant n°43 au CCCT de la ZAC Euroflory Parc à Berre L'Etang ;

CONSIDÉRANT

- La société STAF s'est successivement porté acquéreur de deux lots, A et B respectivement de 18 366 m² et 25 062 m² dans la Zone d'activités Euroflory Parc à Berre L'Etang,
- La société STAF, entreprise générale de transport logistique, s'est d'abord portée acquéreur en 2015 d'un lot (« lot B ») de 25 062 m² sur la Zone d'Euroflory Parc à Berre L'Etang. Suite au désistement de la société GOODMAN pour l'achat d'un autre terrain, désigné « lot A » à proximité dudit « lot B » ; la société STAF s'est portée acquéreur de ce terrain du « lot A » d'une contenance de 18 366 m²,
- L'ensemble de la cession des terrains, lot A et lot B, dont la société STAF s'est portée acquéreur représente 43 428 m²,
- La société STAF souhaite déposer un permis de construire pour réaliser des entrepôts, des ateliers de maintenance et des bureaux pour une surface de 11 000 m²,
- Afin de permettre le dépôt du permis de construire et son instruction par les services de la ville de Berre L'Etang, un droit à construire doit être déterminé pour les terrains des lot A et B. Or, le règlement de Zone ne prévoit qu'un droit global pour l'ensemble de la Zone et non un coefficient en fonction de la surface des lots,

RECOURS

Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, et qu'à défaut, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera libre de commercialiser ces terrains, ou de prendre une nouvelle délibération.

- En conséquence, un avenant au Cahier des Charges de Cession de Terrains est nécessaire. Cette disposition est prévue au règlement de Zone dans son article 3. Ainsi, pour chaque lot le droit à construire est fixé en fonction des besoins du demandeur dans la limite de 50% de la surface des terrains. Dans le cas de la société STAF, pour les lots A et B, le droit à construire autorisé sera de 11 000 m².
- Un avenant N°43 a donc été établi sur la base des numérotations cadastrales initiales des parcelles concernées. Or depuis la signature de l'avenant 43 les parcelles correspondant au lot B ont été transformées en une seule entité cadastrale.
- En conséquence, afin de permettre à la société STAF de déposer son permis de construire il convient d'annuler l'avenant N°43 et de conclure un avenant N°44 au Cahier des Charge de Cession de Terrain sur la base des nouvelles numérotations de parcelles soit :
- Pour le Lot A les parcelles : CW 30, 237, 239, 247, 249, 251 et 266 pour une surface totale de 18 366 m² ; et pour le Lot B la Parcelle CW 267 pour une surface de 25 062 m².

ARRETE

Article 1 :

Un avenant N°44 au Cahier des Charges de Cession de Terrain de la ZAC Euroflory Parc à Berre L'Etang est conclu, afin de fixer à 11 000 m² le droit à construire afférent à la vente des lots A et B à la société STAF.

Article 2 :

L'avenant N°44 annule et remplace l'avenant N°43 précédemment conclu pour le même objet.

Article 3 :

Le permis de construire et l'acte de vente devront être signés au plus tard dans les délais fixés dans les termes de la délibération 299/15 du 7 décembre 2015 prise par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, et qu'à défaut, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera libre de commercialiser ce terrain, ou de prendre une nouvelle délibération.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

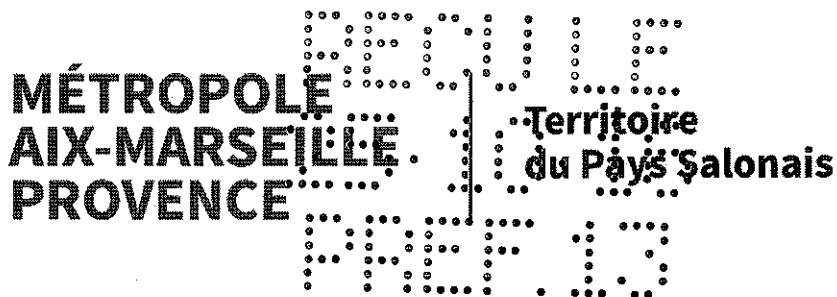
Fait à Marseille, le

24 OCT. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



**Z.A.C. DE FLORY (EUROFLORY PARC)
A BERRE L'ETANG**

Avenant n°44 au cahier des charges de cession ou de location de terrains

Le présent avenant est établi conformément aux dispositions de l'article 3 du dit cahier des charges.

Il concerne la modification de la surface de plancher (SHON) attribuée aux parcelles visées ci-dessous par la Cession à la société STAF ou à la société qu'elle souhaitera y substituer, autorisée par délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance n°299/15 en date du 7 décembre 2015.

Le présent avenant annule et remplace l'avenant N°43.

Lot n°A et lot N°B

Désignation cadastrale : Les parcelles cadastrées CW 30, 237, 239, 247, 249, 251 et 266 pour le lot A.

La parcelle CW 267 pour le lot B.

Surface lot A : 18 366 m²

Surface lot B : 25 062 m²

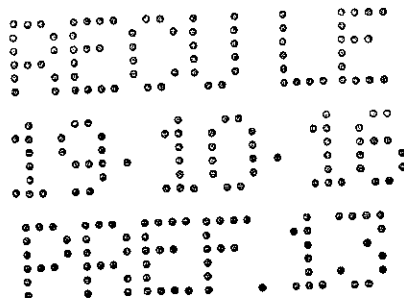
Surface de plancher (SHON) attribuée : 11 000 m².

Lots situés en secteur ZAa du Plan d'Aménagement de Zone en vigueur.

Toutes les autres dispositions du cahier des charges de cession ou de location des terrains restent applicables.

Fait à Marseille et approuvé le

Jean-Claude GAUDIN
Président de la Métropole
d'Aix-Marseille-Provence
Maire de Marseille
Sénateur des Bouches-du-Rhône



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 et l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 pris pour son application,
- Les statuts de l'association Ballet PREJLOCAJ,
- La délibération n° HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant élection M. Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

CONSIDÉRANT;

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est substituée aux droits et obligations des EPCI fusionnés depuis le 1^{er} janvier 2016
- Que le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est membre de droit de l'association Ballet PREJLOCAJ ;
- Que l'article 2 des statuts de l'association prévoit la possibilité pour le Président de la métropole de désigner un représentant ;

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Daniel GAGNON est désigné pour représenter le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein de l'association Ballet PREJLOCAJ.

RECUE
19.10.16
17.10.16

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

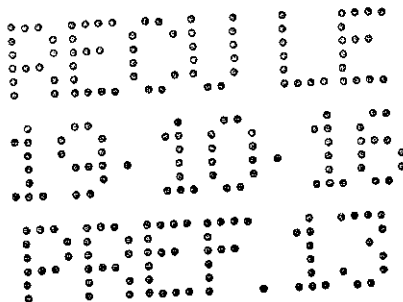
Fait à Marseille, le

18 OCT. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 et l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 pris pour son application ;
- Les statuts de l'association du Théâtre du Jeu de Paume ;
- La délibération n° HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant élection M. Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est substituée aux droits et obligations des EPCI fusionnés depuis le 1^{er} janvier 2016 ;
- Que le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est membre de droit du conseil d'administration de l'association du Théâtre du Jeu de Paume ;
- Que l'article 5-1 des statuts de l'association prévoit la possibilité pour le Président de la Métropole de désigner un représentant ;

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Philippe CHARRIN est désigné pour représenter le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein du conseil d'administration de l'association du Théâtre du Jeu de Paume.

RECUE
19.10.16
18 OCT 16

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

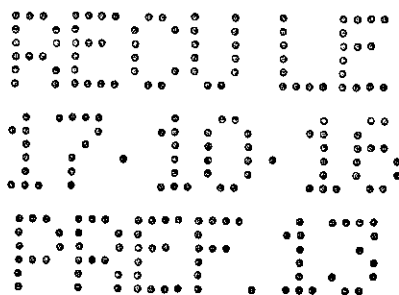
18 OCT. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

DÉCISIONS



Conclusion d'une convention avec "l'OIEAU" pour l'action de formation intitulée "Gestion patrimoniale des réseaux d'eau" d'un montant de 2 188,80 € TTC.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président.

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation pour 2016 d'un agent de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerçant ses fonctions au Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec l'«OIEAU» (Office International de l'Eau) est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est de connaître les enjeux techniques et financiers liés au renouvellement et à la réhabilitation des réseaux d'eau potable et de connaître les outils techniques de la gestion patrimoniale ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

RECUE
17.10.16
DECIDE
PRES 13

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l' «OIEAU» relative à l'action de formation intitulée «Gestion patrimoniale des réseaux d'eau».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent à cette action de formation, d'une durée de 4 jours en octobre 2016, et se déroulant à Limoges.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 2 188,80 € TTC sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

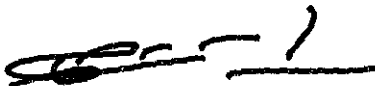
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

14 OCT. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

RECUEIL
17.10.16
PRÉF. 13

Décision n° 16/210/D

Conclusion d'une convention avec "l'OIEAU" pour l'action de formation intitulée "Stratégie de la gestion patrimoniale des services eau et assainissement" d'un montant de 1 468,80 € TTC.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation pour 2016 d'un agent de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerçant ses fonctions au Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec l'«OIEAU» (Office International de l'Eau) est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est de connaître les enjeux technico-financiers liés au renouvellement des réseaux et à la gestion du patrimoine ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

RECUE

- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire;

PREF 13

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l' «OIEAU» relative à l'action de formation intitulée «Stratégie de la gestion patrimoniale des services Eau et Assainissement».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent à cette action de formation, d'une durée de 3 jours en décembre 2016 et se déroulant à Limoges.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 1 468,80 € TTC sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

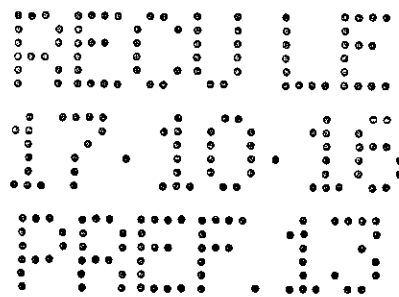
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 OCT. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN





Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Conclusion d'une convention avec "l'IRCE" pour l'action de formation intitulée "RSE et projets innovants" d'un montant de 2 250,00 € nets.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre aux besoins d'accompagnement pour 2016 de 5 agents de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerçant leurs fonctions à la Direction du Développement économique du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec l'«IRCE» (Institut Régional pour la Création et le développement des Entreprises) est nécessaire ;
- Que les objectifs de cette action sont de permettre aux participants d'accompagner les projets innovants à l'aide d'outils, de méthodes et de réflexions, et de leur apporter les notions fondamentales de la RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise) et les méthodologies pratiques en lien avec les spécificités du territoire ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

REUUE

- Qu'au regard du catalogue 2016, proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

PREP 13

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille Provence et «l'IRCE» relative à l'action de formation intitulée «RSE et projets innovants».

Article 2 :

Est approuvée la participation de cinq agents à cette action de formation, d'une durée de deux journées réparties de novembre à décembre 2016, et se déroulant à Fos-sur-Mer.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 2 250 € nets sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

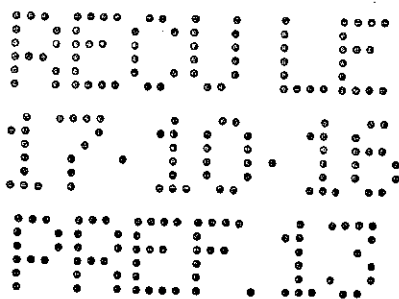
Fait à Marseille, le

14 OCT. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Approbation de l'avenant n° 1 relatif au mandat d'études préalables pour l'aménagement du secteur de l'Estagnon de la presqu'île Saint-Gervais à Fos-sur-Mer conclu entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision de Ouest Provence n°944/15 en date du 28 septembre 2015, confiant à l'EPAD Ouest Provence un mandat d'études préalables pour la faisabilité de l'aménagement du secteur de l'Estagnon et de la presqu'île Saint-Gervais à Fos-sur-Mer, pour un montant total de 89 500€ TTC comprenant 60 000€ d'études externalisées, 6 000€ TTC de divers et imprévus et 23 500€ d'honoraires, mandat d'études dont l'échéance est le 14 octobre 2016 ;
- La mise en révision du Plan d'Occupation des Sols de la commune de Fos-sur-Mer en forme de Plan Local d'Urbanisme ;

CONSIDÉRANT

- La nécessaire coordination de l'étude confiée à l'EPAD avec la procédure de révision du document d'urbanisme, en cours d'élaboration ;

REUUE

- Que l'EPAD a pour mission le pilotage des études urbaines et paysagères de ces secteurs, afin de proposer une vision d'ensemble à l'échelle du quartier et un aménagement du secteur de l'Estagnon compatibles avec le futur Plan Local d'Urbanisme ;

Qu'il est nécessaire de prolonger le délai d'exécution du mandat d'études de 12 mois, ce qui porte le délai à 24 mois, et de modifier la répartition des coûts prévisionnels du mandat, certaines prestations intellectuelles étant réalisées directement par l'EPAD.

DECIDE

Article 1 :

L'avenant n° 1 à la convention de mandat d'études préalables pour la faisabilité de l'aménagement du secteur de l'Estagnon et de la presqu'île Saint Gervais dont l'objet est la prorogation de 12 mois supplémentaires du délai d'exécution des études ainsi qu'une modification des dispositions financières du mandat d'études, sans augmentation de coût, est approuvé, ce qui porte le délai dudit mandat à 24 mois.

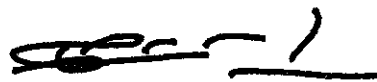
Article 2 :

Les crédits nécessaires correspondants sont inscrits au budget de la métropole d'Aix-Marseille-Provence Chapitre 23 Nature 237 Code Opération 342.

Article 3 :

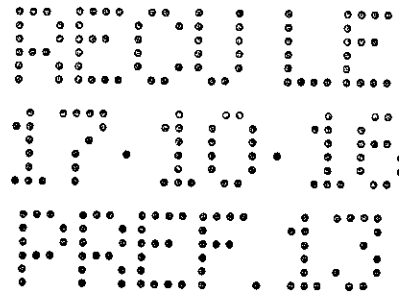
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 OCT. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Acquisition de la parcelle AN 223 située boulevard Claude Monet et impasse des Rascous 13380 Plan-de-Cuques par la SARL CARA dans le cadre d'une mise en demeure d'acquérir.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 230-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale République (NOTRe) ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 001-003/16 CM du 17 mars 2016 portant élection du président de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-12/03/16 CM du 17 mars 2016, portant délégations du conseil de métropole au président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16 CM du 30 juin 2016 portant les délégations des missions foncières du conseil de la métropole au président et au bureau ;
- La mise en demeure d'acquérir du 15 avril 2015 ;
- L'avis de France Domaine n° 2015-17-V2238 du 9 octobre 2015 ;
- Le courrier du 31 décembre 2015 de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole portant proposition d'acquisition à la SARL CARA ;
- Le courrier du 15 janvier 2016 de la SARL CARA portant acceptation du prix proposé par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que par courrier du 15 avril 2015, la SARL CARA a mis en demeure la commune de Plan-de-Cuques d'acquérir la parcelle AN 223 située boulevard Claude Monet et impasse des Rascous – 13380 Plan-de-Cuques.
- Que l'acquisition de ce bien permettra de poursuivre le prolongement du boulevard Claude Monet jusqu'à l'avenue Georges Brassens.

RECUE
DECIDE
17.10.16
0957 17

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition de la parcelle AN 223 d'un montant de 72 500 euros dont 7 500 euros d'indemnité de remploi située boulevard Claude Monet et impasse des Rascous – 13380 Plan-de-Cuques, suite à la mise en demeure d'acquiescer adressée par la SARL CARA.

Article 2 :

Est approuvé le protocole foncier arrêtant les modalités d'acquisition de cette mise en demeure.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

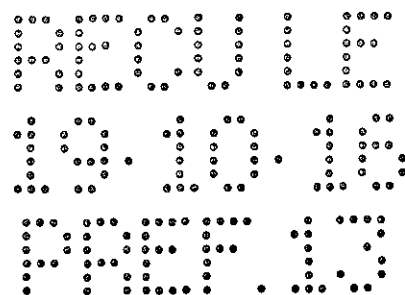
Fait à Marseille, le

14 OCT. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Décision de création d'une sous régie de recettes "Transports urbains et interurbains à Châteauneuf-les-Martigues" à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

VU

- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président ,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 juillet 2016,

RECUE 19.10.16 DECIDE 0957.13

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une sous régie de recettes « Transports urbains et interurbains à Châteauneuf-les-Martigues » à la régie de recettes de transports urbains et interurbains en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la commune de Châteauneuf-les-Martigues membre de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommée sous régie de recettes à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

Les recettes s'impacteront sur le budget le budget annexe des Transports du Territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 2 :

Cette régie est installée
Hôtel de Ville
Place Bellot
BP 24
13168 Châteauneuf-les-Martigues

Article 3 :

La régie encaisse, pour l'ensemble des lignes de transport desservant le territoire métropolitain et pour lesquelles le Territoire Marseille Provence a compétence, les produits suivants :

- Tous les titres de la gamme tarifaire PASS L

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- En numéraire
- En chèques bancaires
- Par virement sur le compte de dépôt de la régie de recette « transports urbains et interurbains.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un titre de transport Transpass et éventuellement d'une quittance.

RECUE

19.10.16

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200609220 BIC : BDFEFRPPXXX ouvert au nom de la régie de recettes Transports urbains auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Un fonds de caisse d'un montant de 30 € (trente euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 € (cent euros).

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser le montant de l'encaisse, au régisseur titulaire ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Les mandataires versent auprès du régisseur titulaire la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

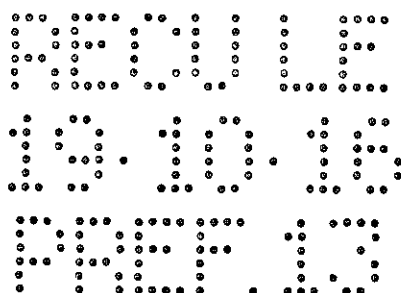
Fait à Marseille, le

10 OCT. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN





Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision de création d'une sous régie de recettes "Transports urbains et interurbains d'Ensuès-la-Redonne" à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

VU

- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 juillet 2016,

RECETTE DECIDE 19.10.18

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une sous régie de recettes « Transports urbains et interurbains d'Ensuès-la-Redonne » à la régie de recettes de transports urbains et interurbains en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la commune d'Ensuès-la-Redonne membre de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommée sous régie de recettes à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

Les recettes s'impacteront sur le budget le budget annexe des Transports du Territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 2 :

Cette régie est installée
Hôtel de Ville
15 avenue Général Monsabert
13820 Ensues-la-Redonne

Article 3 :

La régie encaisse, pour l'ensemble des lignes de transport desservant le territoire métropolitain et pour lesquelles le Territoire Marseille Provence a compétence, les produits suivants :

- Tous les titres de la gamme tarifaire PASS L

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- En numéraire
- En chèques bancaires
- En carte bancaire
- Par virement sur le compte de dépôt de la régie de recette « transports urbains et interurbains.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un titre de transport Transpass et éventuellement d'une quittance.

RECEVU

19.10.16

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds numéro ~~IBAN~~ : FR7610071130000000200609220 BIC : BDFEFRPPXXX ouvert au nom de la régie de recette Transports urbains auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Un fonds de caisse d'un montant de 30 € (trente euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 € (cent euros).

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser le montant de l'encaisse, au régisseur titulaire ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Les mandataires versent auprès du régisseur titulaire la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

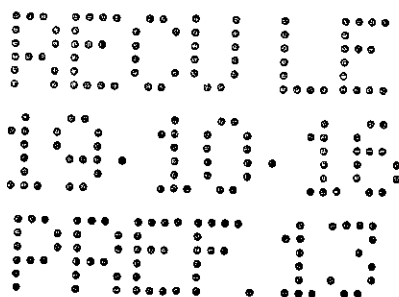
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 OCT. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN





Décision de création d'une sous régie de recettes "Transports urbains et interurbains à Carry-le-Rouet" à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

VU

- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président ,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 juillet 2016,

RECUE 19.10.16 PAR 13

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille - Provence, une sous régie de recettes « Transports urbains et interurbains à Carry-le-Rouet » à la régie de recettes de transports urbains et interurbains en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la commune de Carry-le-Rouet membre de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommée sous régie de recettes à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

Les recettes s'impacteront sur le budget le budget annexe des Transports du Territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 2 :

Cette régie est installée
Maison du Tourisme
Espace Fernandel
Avenue Aristide Briand
13620 Carry-le-Rouet

Article 3 :

La régie encaisse, pour l'ensemble des lignes de transport desservant le territoire métropolitain et pour lesquelles le Territoire Marseille Provence a compétence, les produits suivants :

- Tous les titres de la gamme tarifaire PASS L

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- En numéraire
- En chèques bancaires
- Par virement sur le compte de dépôt de la régie de recette « transports urbains et interurbains.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un titre de transport Transpass et éventuellement d'une quittance.

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200609220 BIC : BDFEFRPPXXX ouvert au nom de la régie de recette Transports urbains auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Un fonds de caisse d'un montant de 30 € (trente euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 € (cent euros).

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser le montant de l'encaisse, au régisseur titulaire ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Les mandataires versent auprès du régisseur titulaire la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

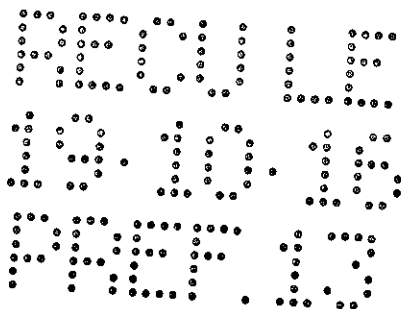
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 OCT. 2016

Le Président.

Signé : Jean-Claude GAUDIN

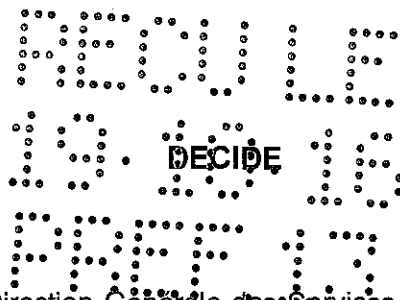




Décision de création d'une sous régie de recettes "Transports urbains et interurbains de Gémenos" à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

VU

- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président ,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 juillet 2016,



Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une sous régie de recettes « Transports urbains et interurbains Gémenos » à la régie de recettes de transports urbains et interurbains en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la commune de Gémenos membre de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommée sous régie de recettes à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

Les recettes s'impacteront sur le budget le budget annexe des Transports du Territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 2 :

Cette régie est installée
Office du Tourisme
Cours Pasteur
13420 Gémenos

Article 3 :

La régie encaisse, pour l'ensemble des lignes de transport desservant le territoire métropolitain et pour lesquelles le Territoire Marseille Provence a compétence, les produits suivants :

- Tous les titres de la gamme tarifaire PASS L

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- En numéraire
- En chèques bancaires
- En carte bancaire
- Par virement sur le compte de dépôt de la régie de recette « transports urbains et interurbains.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un titre de transport Transpass et éventuellement d'une quittance.

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200609220 BIC : BDFEFRPPXXX ouvert au nom de la régie de recette Transports urbains auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

RECUE
19.10.16
17h10

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Un fonds de caisse d'un montant de 30 € (trente euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 € (cent euros).

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser le montant de l'encaisse, au régisseur titulaire ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Les mandataires versent auprès du régisseur titulaire la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

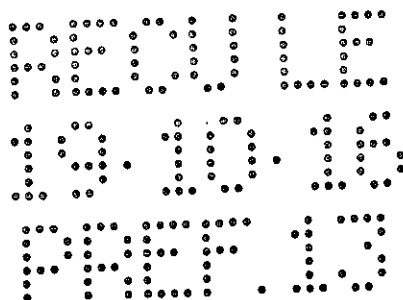
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 OCT. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN





Décision de création d'une sous régie de recettes "Transports urbains et interurbains du Rove" à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

VU

- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président ,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 juillet 2016,

REGIE 19.10.16 DECIDE 2017

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une sous régie de recettes « Transports urbains et interurbains du Rove » à la régie de recettes de transports urbains et interurbains en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la commune du Rove membre de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommée sous régie de recettes à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

Les recettes s'impacteront sur le budget le budget annexe des Transports du Territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 2 :

Cette régie est installée
Hôtel de Ville
Rue Jacques Duclos
13740 Le Rove

Article 3 :

La régie encaisse, pour l'ensemble des lignes de transport desservant le territoire métropolitain et pour lesquelles le Territoire Marseille Provence a compétence, les produits suivants :

- Tous les titres de la gamme tarifaire PASS L

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- En numéraire
- En chèques bancaires
- En carte bancaire
- Par virement sur le compte de dépôt de la régie de recette « transports urbains et interurbains.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un titre de transport Transpass et éventuellement d'une quittance.

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200609220 BIC : BDFEFRPPXXX ouvert au nom de la régie de recette Transports urbains auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

RECUE
19.10.16
14h15

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Un fonds de caisse d'un montant de 30 € (trente euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 € (cent euros).

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser le montant de l'encaisse, au régisseur titulaire ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Les mandataires versent auprès du régisseur titulaire la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

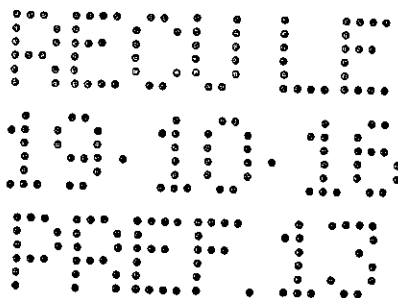
Fait à Marseille, le

19 OCT 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN





Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision de création d'une sous régie de recettes "Transports urbains et interurbains de Sausset-les-Pins" à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

VU

- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président ,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 juillet 2016,

RECUEIL DECIDE 19.10.16 0957 13

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une sous régie de recettes « Transports urbains et interurbains de Sausset-les-Pins » à la régie de recettes de transports urbains et interurbains en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la commune de Sausset-les-Pins membre de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommée sous régie de recettes à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

Les recettes s'impacteront sur le budget le budget annexe des Transports du Territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 2 :

Cette régie est installée
Hôtel de Ville
Place des Droits de l'Homme
13960 Sausset-les-Pins

Article 3 :

La régie encaisse, pour l'ensemble des lignes de transport desservant le territoire métropolitain et pour lesquelles le Territoire Marseille Provence a compétence, les produits suivants :

- Tous les titres de la gamme tarifaire PASS L

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- En numéraire
- En chèques bancaires
- En carte bancaire
- Par virement sur le compte de dépôt de la régie de recette « transports urbains et interurbains.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un titre de transport Transpass et éventuellement d'une quittance.

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200609220 BIC : BDFEFRPPXXX ouvert au nom de la régie de recette Transports urbains auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Un fonds de caisse d'un montant de 30 € (trente euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 € (cent euros).

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser le montant de l'encaisse, au régisseur titulaire ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

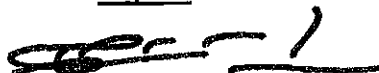
Les mandataires versent auprès du régisseur titulaire la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

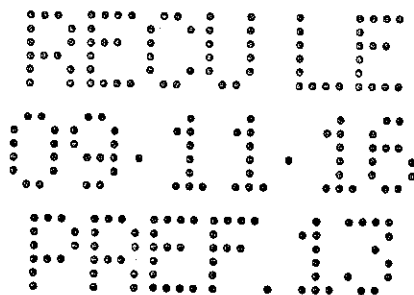
Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN





Avis 2015/158 - Réparation des mouillages, entretien et réfection des moyens d'amarrage des ports de plaisance de la Métropole d'Aix-Marseille Provence - Lot 1 et 2 - Déclaration de procédure sans suite.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Marchés Publics.
- La création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence issue de la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles MAPAM, le 01er Janvier 2016;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président ;
- L'élection de Monsieur Bernard JACQUIER en qualité de 20ème Vice-Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, le 17 Mars 2016 ;
- L'avis d'appel public à la concurrence n° 2015/158 relatif à la réparation des mouillages, l'entretien et la réfection des moyens d'amarrage des ports de plaisance de la Métropole Aix Marseille Provence (lots 1 et 2).

CONSIDÉRANT

- La société SEAWORKS a remis une offre pour chaque lot en date du 13 mai 2016 ;
- Lors de la séance d'ouverture des plis, au moment de la vérification des pièces à fournir, il a été constaté que la société avait fourni deux dossiers contenant ses pièces, un en original et un en copie. Le dossier en copie a été remis au service pour analyse et le dossier original a servi à la constatation du contenu des pièces.
- Lors du relevé des pièces sur la base du dossier original, il a été constaté que le candidat n'avait pas remis d'actes d'engagement signés en original mais uniquement des copies.
- La Commission d'appel d'offres en date du 23 juin 2016 a donc déclaré les offres du candidat SEAWORKS irrégulières pour ce fait.

RECULE

- Postérieurement au passage du dossier en Commission, la direction opérationnelle a constaté que dans la copie du dossier dont elle disposait, les offres du candidat comprenaient à chaque fois deux actes d'engagement pour chaque lot. Une nouvelle vérification a donc été effectuée par la DACP et il est apparu que le candidat avait en effet remis pour chaque lot un acte d'engagement en copie et un en original.
- A l'ouverture des plis, dans le dossier contenant les originaux, une copie était présente et c'est sur cette base que la constatation a été effectuée, les originaux n'ont pas été décelés à ce moment-là.

DECIDE

Article 1 :

La consultation citée en objet est déclarée sans suite pour erreur viciant la procédure et la consultation sera relancée sur la base du même dossier.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix- Marseille Provence, est chargé de l'exécution de la présente décision.

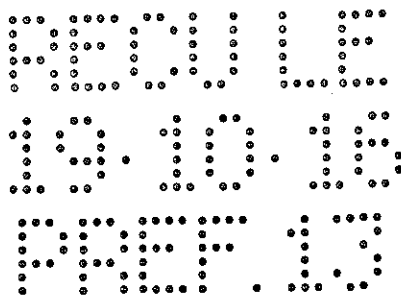
Fait à Marseille, le

25 OCT. 2016



Le Président et par délégation,
Le Vice-Président

Signé : Bernard JACQUIER



Décision modificatrice de la décision 16/067/D du 19 juillet 2016 suite à la modification du montant de l'avance.

VU

- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- La décision n°16/067/D relatif à la création de la régie d'avance pour le budget Transport activité « SMITEEB »,
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 26 septembre 2016.

REQUETE
CONSIDERANT
16/067/D
19/07/16

La nécessité de modifier le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire, il convient de modifier la décision 16/067/D en date du 19 juillet 2016.

DECIDE

Article 1 :

L'article 4 de la décision 16/067/D en date du 19 juillet 2016 est modifié comme suit : « Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 1 220 € (mille deux cent vingt euros) ».

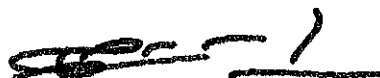
Article 2 :

Les autres articles de la décision 16/067/D en date du 19 juillet 2016 demeurent inchangés.

Article 3 :

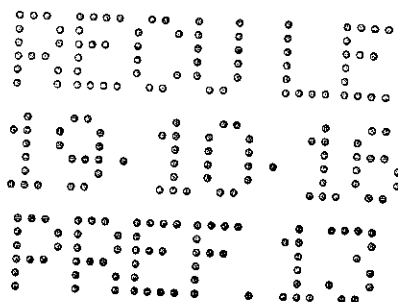
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 OCT. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Décision modificatrice de la décision 16/057/D du 19 juillet 2016 complétant les modalités de recouvrement

VU

- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- La décision N° 16/057/D du 19 juillet 2016 instaurant la création d'une régie de recette « Parking Verdun de La Ciotat » pour l'encaissement des droits de stationnement sur le parking de Verdun à La Ciotat.

RECUE

- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 27 septembre 2016.

16/057/D

PROVENCE
CONSIDÉRANT

La nécessité de compléter les modalités de recouvrement par de l'encaissement en numéraires.

DECIDE

Article 1 :

L'article 4 de la décision 16/057/D en date du 19 juillet 2016 est modifié comme suit :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- chèques bancaires
- cartes bancaires avec ou sans contact
- numéraires

Article 2 :

Les autres articles de la décision 16/057/D en date du 19 juillet 2016 demeurent inchangés.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

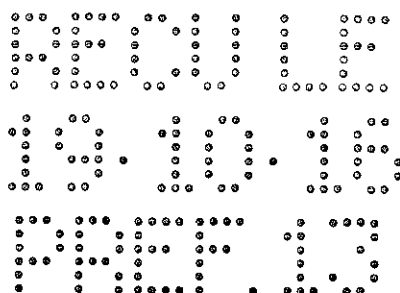
Fait à Marseille, le

18 OCT. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Décision de création de la Régie de Recette prolongée de Sausset-les-Pins suite à l'abrogation de la décision 16/062/D du 19 juillet 2016.

VU

- Les articles R.1617-1 à R.17-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- La décision 16/062/D du 19 juillet 2016 instaurant la création de la régie de recette prolongée pour le port de Sausset-les-Pins,
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 27 Septembre 2016.

RECETTE

19-10-16

CONSIDÉRANT :

La nécessité d'abroger la décision 16/062/D suite à une erreur matérielle

19-10-16

DECIDE

Article 1 :

La décision n°16/062/D est abrogée.

Article 2 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix- Marseille-Provence, une régie de recettes prolongée pour le port de Sausset-les-Pins en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la Direction Générale des Services de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) anciennement dénommé régie de recette prolongée pour le port de Sausset-les-Pins. Les recettes de la régie de recette prolongée pour le port de Sausset-les-Pins s'impacteront sur le budget Annexe des Ports du territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 3 :

Cette régie est installée à la capitainerie de Sausset-les-Pins
13960 Sausset-les-Pins

Article 4 :

La régie encaisse les produits suivants :

- Droits de passage de navires en escale.
- Redevances perçues des usagers du port au titre des locations et des charges annuelles, des occupations de terre-pleins et de surface de plan d'eau.
- Délivrance de fluides, énergie et carburant.
- Déplacement de navires, remorquage et utilisation de l'aire de carénage et de la machine à caréner.
- Frais divers : affichage, gestion de liste d'attente, frais de dossier et caution.
- Frais de stationnement de véhicules.
- Taxe de séjour encaissée pour le compte de la Commune.
- Taxe additionnelle encaissée pour le compte du Conseil Départemental.

Article 5 :

Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en espèces,
- par chèques,
- par prélèvement automatique,
- par carte bancaire et
- par virement sur le compte du Trésor.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'une quittance ou d'un support magnétique.

Article 6 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 4, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Article 7 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200642588 BIC : BDFEFRPPXXX ouvert au nom de la régie de recettes prolongée Port de Sausset-les-Pins auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 8 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 9 :

Un fonds de caisse d'un montant de 400 € (quatre cent euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 10 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 000 € (cent mille euros).

Article 11 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 10.

Article 12 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 13 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

RECUE

Article 14 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

13 10 13

Article 15 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur

Article 16 :

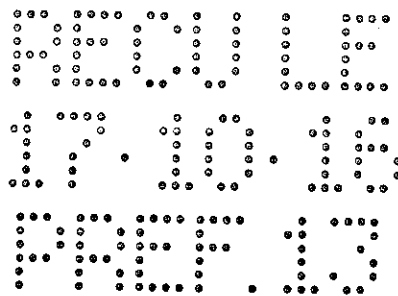
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 OCT. 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN





Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Mise à disposition préalable au transfert de propriété entre les copropriétaires de l'ensemble immobilier la Bastide Blanche et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'un bien situé place Saint Christophe à Marseille 11ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 001-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection du Président de la Métropole ;
- Mise à disposition préalable au transfert de propriété entre les copropriétaires de l'ensemble immobilier la Bastide Blanche et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'un bien situé place Saint Christophe à Marseille 11ème arrondissement.
- La délibération du Conseil de Métropole n° HN 010-17/03/16 CM du 17 mars 2016 par laquelle le Conseil de la Métropole a délégué au Président de la Métropole certaines attributions et a notamment autorisé le Président à conclure en qualité de bailleur ou de preneur, toute promesse de bail, tout bail, toute convention ou autorisation d'occupation, de mise à disposition du domaine public ou du domaine privé et l'(les) avenants(s) correspondant(s) portant sur des biens du patrimoine de la Métropole pour une période ne pouvant pas dépasser 12 ans et en fixer les prix ; à prendre à bail tous bâtiments, locaux ou terrains sous réserve que le contrat ou la concession porte sur une durée inférieure à 12 ans.
- La convention portant mise à disposition préalablement au transfert de propriété.

REUUE

PREAMBULE

Afin de fluidifier la circulation autour de la place Saint Christophe aux Accates à Marseille 11^{ème} arrondissement, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence va réaliser des travaux afin de réaliser un tronçon de voie entre le chemin des Accates et le chemin de Saint Menet aux Accates.

Aussi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a demandé aux copropriétaires de l'ensemble immobilier la Bastide Blanche de lui mettre à disposition deux emprises de terrain nécessaires pour les travaux ci-dessus cités.

CONSIDERANT

- Que dans le cadre des travaux nécessaires à faciliter la circulation autour de la place Saint Christophe à Marseille 11^{ème} arrondissement, il est nécessaire d'acquérir deux emprises de terrain ;
- Qu'à cette fin, une convention portant mise à disposition préalable au transfert de propriété, doit être conclue entre les copropriétaires de l'ensemble immobilier la Bastide Blanche et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec les copropriétaires de l'ensemble immobilier la Bastide Blanche une convention portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété de deux emprises de terrain de 78 m² et 187 m² à détacher respectivement des parcelles 861 D 295 et 861 D 298 situées 6 et 7 place Saint Christophe aux Accates à Marseille 11^{ème} arrondissement.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte notarié.

Article 2 :

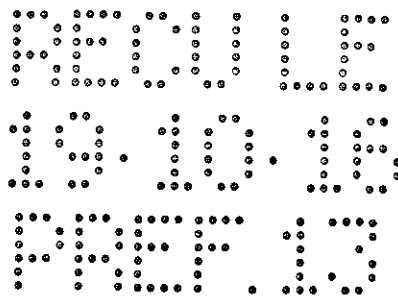
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 OCT. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Location de 70 places de stationnement pour la RTM, au parking EUROMED - 13002 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 013-083/16/BM du 28 avril 2016 portant approbation de contrats d'abonnement aux parkings Espercieux et Euromed Center.

PREAMBULE

Par délibération du 28 avril 2016, il était proposé la location de places de parking pour le compte de la RTM au parking Euromed Center – 52 quai du Lazaret – 13002 Marseille. Suite à des négociations avec le gestionnaire du parking, Urbis Park, les conditions exposées dans la délibération ont changé.

Pour les besoins de la Régie des Transports de Marseille, suite à leur relocalisation, il s'agit de louer les places de parking aux conditions suivantes :

- **Désignation** : 10 places de stationnement réservées, 60 places de stationnement banalisées accessibles 7/7 jours et 24/ 24 heures.
- **Durée** : ferme de 6 ans et 2 mois
- **Prise d'effet** : 1^{er} novembre 2016
- **Tarifs** :
 - 10 places de stationnement réservées au tarif unitaire de 2 500 € HT soit 25 000 € HT par an, TVA en sus,
 - 60 places de stationnement banalisées au tarif unitaire de 1200 € HT soit 72 000 € HT par an, TVA en sus

RECUEIL
DES
DÉLIBÉRATIONS
DE
LA
MÉTROPOLÉ
D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE
EN
2016
N° 1000
DU 18 OCTOBRE 2016
DECIDE

- Qu'il y a lieu de signer une convention avec Urbis Park pour la location de 70 places de stationnement au parking Euromed Center;

Article 1 :

Est signée une convention avec Urbis Park pour la location de 70 places de stationnement au parking Euromed Center, pour le compte de la RTM ; dont 10 réservées (nominatives et privatisables) et 60 banalisées.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Transport, Fonction 020 – Sous politique A 130 - Natures 6132, 614 et 63 512.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

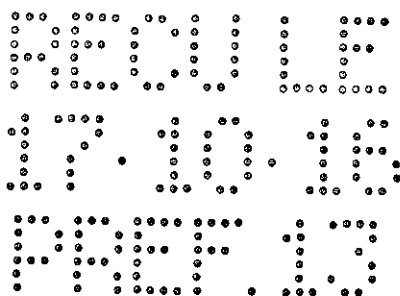
Fait à Marseille, le

18 OCT. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet LYON-CAEN et THIRIEZ pour représenter les intérêts de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'un pourvoi déposé par Madame Isabelle-Claire MARTEN devant la Cour de cassation

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de Métropole portant délégation de compétences au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le pourvoi déposé par Madame Isabelle-Claire MARTEN devant la Cour de cassation (N° M1619509) à l'encontre de l'arrêt N° RG 15/00820 rendu le 26 avril 2016 par la Cour d'Appel de Nîmes ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour de cassation dans le dossier n° M1619509 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP LYON-CAEN et THIRIEZ, Cabinet d'avocats, situé 282 Boulevard Saint Germain – 75007 PARIS.

Article 2 :

La prise en charge des honoraires dus à la SCP LYON-CAEN et THIRIEZ, pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

RECUE
17.10.16
17.10.16

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

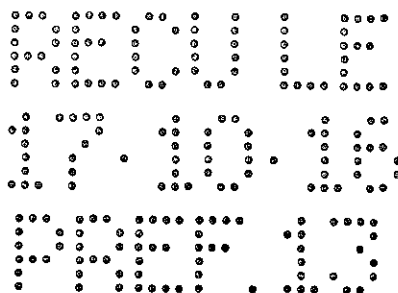
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 OCT. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Formation "Bureautique" de Madame DAOUDI Nora.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/12/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation pour 2016 d'un agent de la Métropole en contrat unique d'insertion exerçant ses fonctions au Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec Espace Formation est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est d'obtenir des compétences en bureautique ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille Provence et Espace Formation relative à l'action de formation intitulée «Formation Bureautique».

RECUE

12.10.15

14.05.15

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent à cette action de formation se déroulant au 4^{ème} trimestre 2016 à Espace Formation - ISTRES.


Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 1 950 euros TTC sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

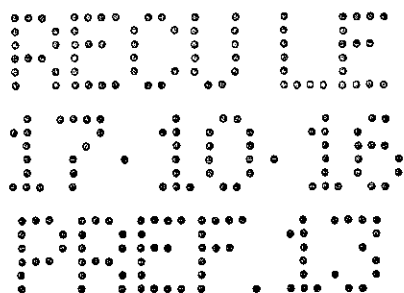
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet LYON-CAEN et THIRIEZ pour représenter les intérêts de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'un pourvoi déposé devant la Cour de cassation par Monsieur Jean-François MEYER.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences au Président de la Métropole.
- Le pourvoi déposé par Monsieur Jean-François MEYER devant la Cour de cassation (N° K1619508) à l'encontre de l'arrêt N° RG 15/00852 rendu le 26 avril 2016 par la Cour d'Appel de Nîmes ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour de cassation dans le dossier n° K 1619508 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP LYON-CAEN et THIRIEZ, Cabinet d'avocats, situé 282 Boulevard Saint Germain – 75007 PARIS.

Article 2 :

La prise en charge des honoraires dus à la SCP LYON-CAEN et THIRIEZ, pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

RECUE

12.10.16

PRÉF. 13

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

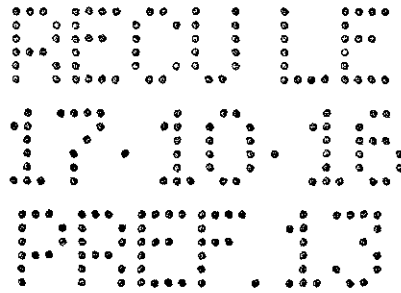
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 OCT. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Conclusion d'une convention avec l'organisme "ENSSIB" pour l'action de formation intitulée "Bibliothèques et droit de la propriété intellectuelle" d'un montant de 200 € net.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre aux besoins d'accompagnement pour 2016 d'un agent de la Métropole, exerçant ses fonctions au sein du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec l'organisme de formation «ENSSIB» est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est de sensibiliser les professionnels au cadre juridique de diffusion des documents ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

RECUEIL
DE
DECISIONS
17.10.16

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et «L'ENSSIB» relative à l'action de formation intitulée «Bibliothèques et droit de la propriété intellectuelle».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent à cette action de formation, d'une durée de 2 jours sur l'année 2016, qui se déroulera à Saint Cloud.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 200 € sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé l'exécution de la présente décision.

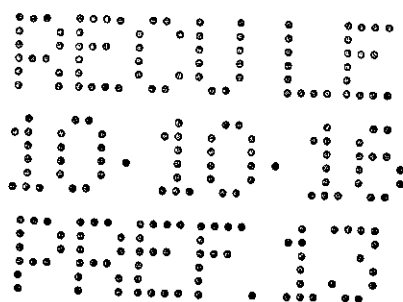
Fait à Marseille, le

14 OCT. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Décision du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'émettre un emprunt obligataire sous-programme EMTN

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de Métropole portant délégation du Conseil au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 013-146/16/CM conseil métropolitain du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence en matière d'emprunt ;

CONSIDÉRANT

Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ait l'opportunité de diversifier ses sources de financement et d'assurer la réalisation son programme d'investissement 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

De procéder à l'émission d'obligations, dont le placement est réalisé par HSBC France et dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Montant	10 000 000 €
Durée	10 ans <i>in fine</i>
Taux	0,954 %
Date d'émission	12 octobre 2016

Première échéance des intérêts	12 octobre 2017
Mode d'amortissement	Au pair, à l'échéance
Périodicité des intérêts	Annuelle
Base de calcul	Exact/Exact (ICMA)
Prix d'émission	100 %
Commission de placement	0,25% soit 25 000 € TTC
Estimation des fonds nets à percevoir par l'émetteur	10 000 000 – 25 000 = 9 975 000 €

Article 2 :

Sont dédiés entièrement les fonds provenant de cette émission obligataire soit 10 000 000 €, (fonds nets versés 9 975 000 €) au financement des investissements 2016 du budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. La répartition par budget sera établie ultérieurement par un Certificat Administratif.

Article 3 :

Est signé l'ensemble de la documentation financière afférent à ladite émission obligataire.

Article 4 :

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cette émission obligataire.

Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les frais liés à l'émission seront imputés au compte 627.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

10 OCT. 2016


Le Président,

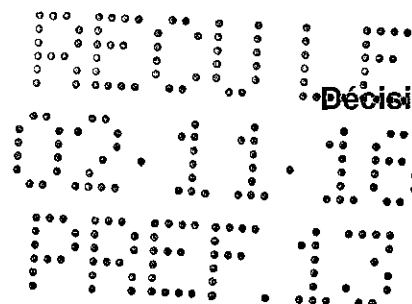
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat



Décision n° 16/260/D

Décision du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence concernant le refinancement du Capital Restant Dû de l'emprunt structuré n° 2006-017 en 2016

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;

- La délibération n°HN010-012/16/CM conseil métropolitain du 17 mars 2016 portant délégation de compétence au Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence en matière d'emprunt ;
- La délibération FCT 005-1241/15/CC du 25 septembre 2015 portant sur le refinancement de la moitié du capital restant dû de l'emprunt numéro 2006-017 au titre de l'année 2016 ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a signé le 16 octobre 2015 les nouveaux contrats de prêt établis par la SFIL, pour assurer la réalisation du refinancement du contrat de prêt n°MPH272877EUR,

DECIDE

Article 1 :

De refinancer, après négociation entre le prêteur « la SFIL » et l'emprunteur « la Métropole d'Aix-Marseille-Provence », au titre du refinancement du prêt n°MPH272877EUR tel que décrits ci-dessous :

Numéro du contrat de prêt refinancé	Numéro de prêt	Score Gissler	Capital refinancé
MPH272877EUR	001	HC	12 041 392,48 EUR
total			12 041 392,48 EUR

Par dérogation aux dispositions du contrat de prêt n° MPH272877 EUR, les intérêts courus non échus dus sont calculés d'un commun accord entre le prêteur et l'emprunteur au taux annuel de 3,35%. Le contrat de prêt de refinancement est autonome du contrat de prêt refinancé et est exclusivement régi par ses stipulations.

Dans le cadre de ce refinancement ont été contractés, trois emprunts dont les caractéristiques sont les suivantes :

Prêt n°1 au titre de la moitié du capital restant dû après l'échéance du 1er novembre 2016 (2016-001)

Montant du capital restant dû refinancer : 12 041 392,48 €
Versement des fonds : 1er novembre 2016
Première échéance : 1er novembre 2017
Maturité : 1er novembre 2037
Durée : 21 ans
Amortissement : Progressif 5%
Taux d'intérêt annuel : Taux fixe de 3,35%
Base de calcul : exact/360
Périodicité des amortissements et intérêts : annuelle
Remboursement anticipé : -jusqu'au 01/11/2035, autorisé pour le montant total du capital restant dû avec une indemnité sur cotation de marché;
-au-delà du 01/11/2035 jusqu'au 01/11/2037 autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité.

Budget impacté : Emprunt versé à 100% au budget annexe transports

Prêt n°2 au titre du paiement de l'Indemnité de Remboursement Anticipé (IRA) intégrée dans le contrat refinancé, réputé versé le 1er novembre 2016 (2016-002)

Montant du capital emprunté pour l'IRA : 23 400 000,00 €
Versement des fonds : 1er novembre 2016
Première échéance : 1er novembre 2017
Maturité : 1er novembre 2037
Amortissement : Progressif 4%
Durée : 21 ans
Taux d'intérêt annuel : Taux fixe de 2,00 %
Base de calcul : exact/360
Périodicité des amortissements et intérêts : annuelle
Remboursement anticipé : -jusqu'au 01/11/2035, autorisé pour le montant total du capital restant dû avec une indemnité sur cotation de marché;
-au-delà du 01/11/2035 jusqu'au 01/11/2037 autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité.
Budget impacté : Emprunt versé à 100% au budget annexe transports

Prêt n°3 au titre du financement des investissements inscrits au budget 2016

Montant du nouvel emprunt : 30 000 000,00 €
Versement des fonds : 1er novembre 2016
Première échéance : 1er novembre 2017
Maturité : 1er novembre 2037
Amortissement : Progressif 4%
Durée : 21 ans

Taux d'intérêt annuel :

Base de calcul :

Périodicité des amortissements et intérêts : annuelle

Remboursement anticipé : -

total du capital restant dû avec une indemnité sur cotation de marché.

Taux fixe de 2,70 %
exact/360

- jusqu'au 01/11/2035, autorisé pour le montant
- au-delà du 01/11/2035 jusqu'au 01/11/2037
autorisé pour le montant total du capital restant
dû sans indemnité.

Budget impacté :

Emprunt versé à 100% au budget principal

Article 2 :

Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66111 et le capital sera amorti sur le compte 1641.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

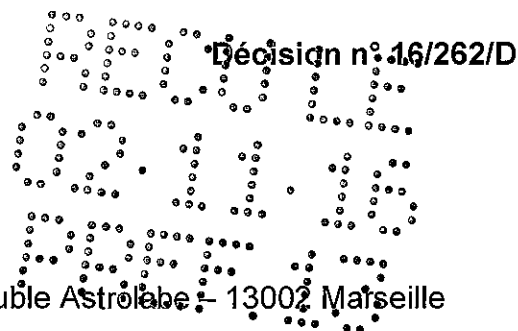
03 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat



Avenant 1 de changement de surface - Immeuble Astrolabe – 13002 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° FCT 001-1421/15/BC du 20 novembre 2015 autorisant la signature d'un bail 15/1808 pour les locaux sis 79 Bd de Dunkerque – 13002 Marseille

PREAMBULE

Dans le cadre de la relocalisation des services de la Régie des Transports Marseillais, la Métropole d'Aix-Marseille Provence a pris à bail des locaux situés Immeuble Astrolabe – 79 Bd de Dunkerque – 13002 Marseille, le 20 novembre 2015.

Par acte sous seing privé du 10 décembre 2015, le bailleur a donné à bail au Preneur des locaux d'une superficie locative totale d'environ 4 793,80 m² quote part de parties communes incluses.

Suite à l'aménagement du rez-de-chaussée de l'Immeuble ayant entraîné une modification de la répartition des surfaces communes de l'Immeuble, le Bailleur a fait réaliser un nouveau métré par le cabinet de géomètre expert AGATE.

Le bailleur, souhaite mettre à jour les surfaces louées par le preneur. La surface locative totale des locaux loués est d'environ 4 769,70 m².

La présente modification de la surface des locaux loués est sans incidence sur le montant du loyer dû au bailleur par le preneur.

Les charges appelées conformément à l'article V.15. du Bail Initial seront rétroactivement basées sur cette surface du 4 769,7 m².

Par conséquent il y a lieu d'adjoindre au bail n°15/1808 un avenant numéro 1 qui prendra effet rétroactivement au 1^{er} mai 2016, modifiant l'article XII des conditions particulières « Description des locaux loués ». Toutes les autres clauses du bail initial demeurent inchangées et conservent leur plein et entier effet.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer un avenant numéro 1 au bail n° 15/1808 du 10 décembre 2015 compte tenu de ce qui précède.

DECIDE

Article 1 :

Est signé un avenant n°1 au bail n° 15/1808 du 10 décembre 2015 afin de modifier la surface du bail et de baser le montant des charges sur la nouvelle surface de 4 769,7 m². Ces dispositions prendront effet rétroactivement au 1^{er} mai 2016.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget transport, sous-politique A 130, natures 6132, 614, 6226, 6168, 63512, 63513.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

03 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

RECU
03.10.16
Bureau
Décision n° 16/263/D

Mission Elue Métropolitaine : Madame Monique CORDIER.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des élus métropolitains – Remboursement des frais de déplacement des membres du Bureau.

DECIDE

Article 1 :

Madame Monique CORDIER se rendra les 26, 27 et 28 octobre à Paris pour assister à la Rencontre des Territoires Zéro Déchet Zéro Gaspillage, organisée par la Direction Economie Circulaire de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie).

Article 2:

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

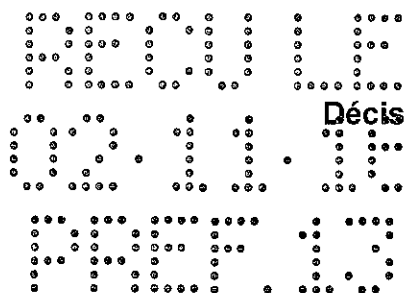
Fait à Marseille, 25 OCT. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat



Décision n° 16/264/D

Décision de création de la régie d'avance de l'Antenne de Proximité de Châteauneuf les Martigues.

VU

- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix Marseille Provence,
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 26 septembre 2016

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille - Provence, une régie d'avances pour le paiement des dépenses occasionnées par le fonctionnement de l'antenne de proximité de Châteauneuf-les-Martigues en lieu et place de la régie anciennement dénommée régie d'avances pour le paiement des dépenses occasionnées par le fonctionnement de l'antenne de proximité de Châteauneuf-les-Martigues

et qui était ouverte auprès de la Direction Propreté Urbaine de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

La régie d'avance est instituée pour le paiement des dépenses occasionnées par le fonctionnement de la régie d'avance pour le paiement des dépenses occasionnées par le fonctionnement de l'antenne de proximité de Châteauneuf-les-Martigues, elles concernent :

- L'achat de matériels de bricolage et petit outillage
- L'achat de petites fournitures d'entretien et de petit équipement
- L'achat de fournitures de voirie.

Les dépenses de la régie d'avance pour le paiement des dépenses occasionnées par le fonctionnement de l'antenne de proximité de Châteauneuf-les-Martigues s'impacteront sur le budget Principal de la Métropole en fonction de nature des dépenses.

Article 2 :

Cette régie est installée à l'adresse suivante :
Centre Technique
4 rue de l'Homme à la Fenêtre
ZI La Valampe
13220 Châteauneuf-les-Martigues

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées en numéraire.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 1 000 € (mille euros).

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor est ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire. Le régisseur pourra disposer d'un chéquier afin de retirer des fonds au guichet.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000202030561 BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie d'avances Dépenses de Fonctionnement Antenne Châteauneuf-les-Martigues auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur titulaire n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

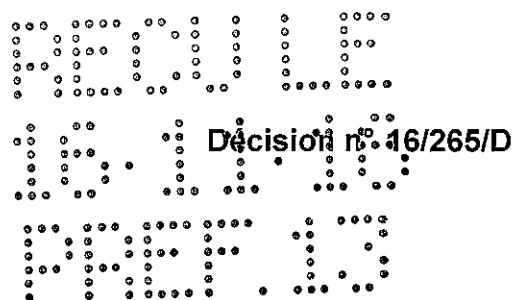
Fait à Marseille, le

03 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet LYON-CAEN et THIRIEZ pour défendre les intérêts de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence devant le Conseil d'Etat dans l'affaire qui l'oppose à la SNCF.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales.
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- La requête déposée par la SNCF devant le Tribunal Administratif le 22 juin 2010 demandant la condamnation de Ouest Provence de payer la somme de 335 908,77 €, intérêts compris, en application de la facture du 3 mars 2000 et de la convention du 14 octobre 1988.
- Le jugement du 17 février 2015 par lequel le Tribunal Administratif de Marseille a rejeté la demande de la SNCF en retenant que la créance réclamée est prescrite ;
- L'arrêt rendu par la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 20 juin 2016 (n°15MA01698) qui annule le jugement précité et condamne la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à lui verser la somme de 337 908,77 €.
- Le pourvoi en cassation formé par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, devant le Conseil d'Etat (T7009/000) à l'encontre de l'arrêt rendu par la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 20 juin 2016.

RECUE
DECIDE

15.11.16

15.11.16

Article 1 :

D'ester en justice devant le Conseil d'Etat dans le dossier n° 17009/000 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP LYON-CAEN et THIRIEZ, Cabinet d'avocats, situé 282 Boulevard Saint Germain – 75007 PARIS.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP LYON-CAEN et THIRIEZ, pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

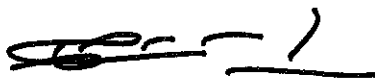
Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

15 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN